



**PRÉFET  
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Service environnement et sous-produits animaux

**Direction départementale  
de la protection des populations**

ANGERS, le 15/04/2024

Cité Administrative

49047 ANGERS Cedex 01

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/04/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**PASSERELLE (GAEC DE LA)**

La Grande Guibardière

ST LÉZIN

49120 CHEMILLÉ-EN-ANJOU

Références : 2024\_04\_10a RapportInspection GAEC DE LA PASSERELLE

Code AIOT : 0054901937

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/04/2024 dans l'établissement PASSERELLE (GAEC DE LA) implanté La Grande Guibardière - ST LÉZIN - ,49120 Chemillé-en-Anjou. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le contrôle a été réalisé dans le cadre du plan de contrôle et dans celui des actions nationales "Ammoniac" et "sécurité".

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PASSERELLE (GAEC DE LA)
- La Grande Guibardière - ST LÉZIN - 49120 CHEMILLÉ-EN-ANJOU
- Code AIOT : 0054901937
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Élevage de porcs de type naisseur engraisseur d'une capacité de 234 truies et 2 259 places d'engraissement.

La majorité des porcs est sur caillebotis et les truies gestantes sont élevées sur paille.

La phase solide est exportée tandis que la phase liquide, le lisier et le fumier sont épandus sur un plan d'épandage autorisé (présence de repreneurs).

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AN24 Ammoniac élevage IED
- AN24 Prévention accident élevage.

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif,

mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                              | Référence réglementaire                        | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|--|--|--|-----------------------|
| 1  | Recensement des risques                        | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8    | Demande d'action corrective  | 6 mois                |
| 3  | Moyens de lutte contre l'incendie et affichage | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13   | Demande d'action corrective  | 6 mois                |
| 7  | Accès aux installations                        | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14-3 | Demande d'action corrective  | 6 mois                |
| 8  | Stockage et rétention                          | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15   | Demande d'action corrective  | 6 mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                   | Référence réglementaire                        | Autre information |
|----|-------------------------------------|--|-------------------|
| 2  | Accès véhicules à l'installation    | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12   | Sans objet        |
| 4  | Installations électriques et réseau | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14   | Sans objet        |
| 5  | Consignes                           | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14-1 | Sans objet        |
| 6  | Travaux                             | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14-2 | Sans objet        |
| 9  | Isolement des réseaux               | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23   | Sans objet        |

| N° | Point de contrôle                   | Référence réglementaire                         | Autre information |
|----|-------------------------------------|---|-------------------|
| 10 | Dossier de réexamen                 | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42-I  | Sans objet        |
| 11 | Mise en œuvre des MTD               | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42-II | Sans objet        |
| 12 | Émissions atmosphériques d'ammoniac | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45    | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au niveau de la sécurité, il convient de finaliser quelques points notamment la mise en rétention des biocides et du groupe ainsi que l'ajout de mentions sur les plans et les consignes.

Le niveau de consommation de l'eau est supérieur à celui prévu dans la demande d'autorisation et dans la mesure où il est supérieur à 10 000 m<sup>3</sup> par, il relève de la rubrique 1.1.2.0 au titre de la Loi sur l'eau. Une étude d'incidence avec essai de pompage doit être menée pour déterminer la possibilité ou non de cette augmentation.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Recensement des risques

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8  |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, risque incendie  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I.-L'exploitant recense le lieu et les quantités maximales des matières combustibles (litière, fourrages secs, pneumatiques usagés ...) ainsi que des matières dangereuses (gaz, fuel, biocides, phytosanitaires, engrais ...) susceptibles d'être stockées au sein de l'installation (bâtiments d'élevage et annexes). L'exploitant recense également les bâtiments recouverts de panneaux photovoltaïques ainsi que ceux munis d'une toiture constituée de fibrociments d'amiante.</p> <p>L'ensemble de ces informations sont reportées sur un plan de l'installation. Le plan de l'installation est mis à jour pour intégrer les dispositions du présent point au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2024.</p> <p>L'exploitant, ou son représentant, est en mesure, sur demande des services d'incendie et de secours, de fournir ce plan et d'indiquer les ordres de grandeurs des quantités de matières stockées.</p> <p>II.-L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation (bâtiments d'élevage et leurs annexes) qui, notamment en raison de la présence de gaz (notamment en vue de chauffage), de liquides inflammables ou d'engrais solides simples et composés à base de nitrate d'ammonium à haut dosage (teneur en azote en masse supérieure à 28 %), sont susceptibles de prendre feu ou de conduire à une explosion.</p> <p>Ces parties d'installation sont recensées sur un plan, tenu à jour. Ce plan localisant les zones à risques est mis à jour pour intégrer les dispositions du présent point au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2024.</p> <p>Il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque dans ces parties d'installation, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'une consigne ou d'un document spécifique en application des dispositions prévues par les articles 14-1 et 14-2. Cette interdiction est affichée en caractères apparents.</p> <p>Le plan mentionné aux points I et II du présent article peut être le même document, rassemblant alors l'ensemble des informations demandées.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Le plan des matières combustibles est présent et il sera à compléter sur la présence d'amiante dans les porcheries et sur la présence d'un petit stockage de fuel (environ 100 litres) sous le groupe électrogène (entrée du site).</p> <p>Le plan présentant les zones à risques de feu et d'explosion sera à produire.</p> <p>L'interdiction d'apporter du feu dans les zones à risques sera à apposer sous la forme d'affiche. Si des travaux doivent être menés dans celles-ci, une consigne dédiée doit être fournie à l'intervenant.</p>  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective  |
| <b>Proposition de délais :</b> 6 mois   |

#### N° 2 : Accès véhicules à l'installation

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12 |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, risque incendie                    |
| <b>Prescription contrôlée :</b>   |

|   |
|---|
| <p>L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.</p> <p>Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.</p> <p>Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent, lorsqu'il n'y a aucune présence humaine sur le site, sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.</p> <p>Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Le site est entièrement clôturé pour l'aspect biosécurité et l'accès aux installations s'effectue par un portillon piéton et par un portail coulissant métallique.</p> <p>Le numéro de téléphone portable des deux associés est affiché au niveau du portillon et les voies carrossables du site permettent un accès aisé aux différentes porcheries.</p>   |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>   |

### N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie et affichage

|   |
|---|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13</p>  |
| <p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, risque incendie</p>   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre.</p> <p>A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m<sup>3</sup> destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances.</p> <p>La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre.</p> <p>Ces moyens sont complétés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : " Ne pas se servir sur flamme gaz " ;</li> <li>- par la mise en place d'un extincteur portatif " dioxyde de carbone " de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques.</li> </ul> <p>Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié. Leur localisation figure sur un plan de l'installation. Le cas échéant, le plan est mis à jour au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2024.</p> <p>Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur. Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ;</li> <li>- le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ;</li> <li>- le numéro d'appel du SAMU : 15 ;</li> <li>- le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ;</li> </ul> <p>ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation.</p> <p>Après avis des services d'incendie et de secours, des moyens complémentaires ou alternatifs de lutte contre l'incendie peuvent être fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>La réserve à incendie est présente au niveau de l'entrée du site sous la forme d'un point d'eau facilement accessible.</p> <p>Le volume présent est satisfaisant et répond aux exigences.</p> <p>Le site est équipé de 6 extincteurs (1 au Co2 et 5 à poudre) disposés à proximité des points sensibles et l'entretien est effectué par la Sté AES sous la forme d'un contrat de maintenance (dernier contrôle le 5 avril 2023).</p> <p>La cuve à fuel de 1 500 litres dispose d'un pistolet et il n'existe pas de vanne de barrage sous verre dormant. Il est à noter que le déclenchement de la pompe, s'effectue par une pression sur le pistolet de distribution.</p> <p>L'affichage des numéros d'appel est réalisé (1 par module de bâtiment) et les consignes sont délivrées en cas de problème électrique et d'accident. Il conviendra d'ajouter une consigne en cas de sinistre</p>  |

|   |
|---|
| par le feu en précisant que le TGBT général se situe au niveau du groupe électrogène (cf. plan à modifier - Article 8). |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective  |
| <b>Proposition de délais :</b> 6 mois   |

#### N° 4 : Installations électriques et réseau

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14   |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, risque incendie  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires.</p> <p>L'exploitant tient également à disposition les éléments justifiant que les moyens de lutte contre l'incendie prévus à l'article 13, notamment les extincteurs, sont correctement entretenus.</p> <p>Le ou les plans faisant figurer les informations prévues aux articles 8 et 13, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, le plan des réseaux de collecte des effluents mentionné à l'article 23, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.</p> <p><b>Constats :</b> Les installations électriques sont contrôlées par la Sté SOCOTEC chaque année et durant l'année 2023 il a été procédé à un contrôle thermique le 13 janvier 2023 et un contrôle général le 16 juin 2023.</p> <p>Il a été relevé des points d'échauffement ainsi que 28 anomalies. Les installations électriques ont été effectuées par la Sté ASSERVA et les réparations sont réalisés par la même société (correction le 30 septembre 2023).</p> <p>Dans un souci de visibilité, il conviendra de faire apposer par ASSERVA la mention "remise en conformité des points du dernier contrôle SOCOTEC" sur la facturation, vous permettant ainsi de justifier de la réparation des point soulevés.</p> <p>Les fiches de sécurité des produits biocides (traitement de l'eau, insecticides, détartrant, désinfectant) sont présentes et il faudra y ajouter celle de l'hydrocarbure.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p> |

#### N° 5 : Consignes

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14-1  |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, risque incendie   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b> Consignes.</p> <p>Les opérations comportant des manipulations dangereuses ou concourant au dispositif de prévention des accidents font l'objet de consignes écrites. Si l'exploitant emploie des salariés ou personnes extérieures, il s'assure de l'appropriation des consignes et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné et affiche les principales consignes dans les lieux fréquentés par le personnel.</p> <p>Les consignes précisent autant que de besoin :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée telle que prévue à l'article 14-2 ;</li> <li>- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone des services d'incendie et de secours mentionnés à l'article 13 ;</li> <li>- les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation, mentionnées à l'article 13 ;</li> <li>- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 23, pour les installations soumises à ces dispositions ;</li> <li>- les conditions de conservation et de stockage des produits en lien avec l'élevage, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits présentant des risques spécifiques et de produits incompatibles ;</li> <li>- les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient contenant des substances</li> </ul> |

|   |
|---|
| <p>dangereuses en lien avec l'article 15 ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.</li> </ul> <p>Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024.</p> <p>Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par le biais du document unique d'évaluation des risques professionnels prévu aux articles R.4121-1 et suivants du Code du travail, lorsqu'il existe et dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Le document unique d'évaluation des risques est présent.</p> <p>La mise à disposition d'équipement individuel de protection est effectuée et les consignes sont présentes dans le livret d'accueil.</p> <p>Au niveau de la fiche R15 "utilisation de produits dangereux" il faudra ajouter une consigne sur perte de confinement d'un produit.</p>  |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>   |

#### N° 6 : Travaux

|  |
|--|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14-2</p>   |
| <p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, risque incendie</p>  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b> Travaux.</p> <p>Dans les parties de l'installation recensées à l'article 8 et présentant des risques importants d'incendie ou d'explosion, les travaux de réparation ou d'aménagement nécessitant la mise en œuvre de point chaud ne peuvent être effectués qu'après élaboration d'un document comprenant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une évaluation des risques répertoriés et les consignes particulières associées aux locaux ;</li> <li>- la description des moyens de protection et/ ou d'interventions spécifiques mis en place au regard des opérations à réaliser ;</li> <li>- les moyens et consignes d'alerte.</li> </ul> <p>Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par le biais du document unique d'évaluation des risques professionnels prévu aux articles R.4121-1 et suivants du Code du travail, lorsqu'il existe et dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus.</p> <p>Le respect des dispositions précédentes peut également être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R.4512-6 et suivants du Code du travail lorsque ce plan est exigé.</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Le document unique d'évaluation des risques est présent suite à la présence de M. FOURRIER Pierre de la COOPERL durant 4 jours sur l'installation.</p> <p>Les risques sont répertoriés et sont classés selon la gravité et la fréquence possible.</p> <p>Les fiches par risque détaillent les causes probables et les moyens à mettre en œuvre.</p>  |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>  |

#### N° 7 : Accès aux installations

|   |
|---|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14-3</p>  |
| <p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, risque incendie</p>   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b> Accès aux installations.</p> <p>L'exploitant met en place un dispositif pour informer que l'accès aux installations est interdit aux personnes extérieures à l'exploitation, non autorisées.</p> <p>Cette disposition est applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024.</p> |
| <p><b>Constats :</b> L'interdiction d'entrée des personnes non autorisées sera à apposer sur le portail d'accès au site.</p>  |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>  |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>   |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 6 mois</p>  |

#### N° 8 : Stockage et rétention

|  |
|--|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15</p>   |
| <p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, risque incendie</p>  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux équipements de stockage des effluents d'élevage et aux bassins de traitement des effluents liquides.</p> |

|  |
|--|
| <p>I. - Tout stockage en réservoir de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</li> <li>- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.</li> </ul> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</p> <p>Tout moyen équivalent au dispositif de rétention peut le remplacer, notamment les cuves double paroi.</p> <p>L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.</p> <p>Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p> <p>Le stockage de liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs enterrés placés en fosse.</p> <p>L'exploitant veille au bon état des rétentions.</p> <p>Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.</p> <p>Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.</p> <p>Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes.</p> <p>II. - Tout stockage en récipients mobiles de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits liquides toxiques ou dangereux pour l'environnement en lien avec l'élevage est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 100 % de la capacité du plus grand récipient ;</li> <li>- 50 % de la capacité globale des récipients associés, si la capacité unitaire est supérieure strictement à 250 litres ou pour les produits inflammables ;</li> <li>- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients.</li> </ul> <p>Les dispositions du présent point sont applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024 aux installations existantes ainsi qu'aux installations nouvelles dont le dépôt du dossier complet de demande d'autorisation est antérieur au 1<sup>er</sup> novembre 2022.</p> <p><b>Constats :</b> Le fuel est stocké dans une cuve de 1500 litres double paroi et l'AdBlue est disponible uniquement au niveau de la CUMA.</p> <p>Le petit réservoir du groupe ne dispose pas de rétention ; en fonction de la référence de votre appareil, il conviendra de s'assurer que le réservoir dispose d'une rétention ou de créer une rétention. Vous pouvez également disposer d'une petite cuve double paroi avec une alimentation directe du groupe sans transiter par le réservoir situé sous le groupe.</p> <p>Les produits biocides sont entreposés sur palette au niveau du local soupe et il n'y a aucune rétention (bidons de 20-25 litres).</p> <p>Pour le traitement de l'eau vous avez une rétention réduite du produit ; il faudra l'adapter au volume présent le cas échéant.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p> <p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p> <p><b>Proposition de délais :</b> 6 mois</p> |
|--|

#### N° 9 : Isolement des réseaux

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23  |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, risque incendie   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>IV. - Un système (vanne, manchon gonflable ou tout autre système d'obturation) permet l'isolement des réseaux d'effluents par rapport à l'extérieur, afin de contenir au maximum les eaux d'extinction d'un incendie. Ce dispositif est positionné en amont des équipements de stockage ou de traitement. Les dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne. La localisation du dispositif de commande figure sur le plan des réseaux.</p> <p>Les dispositions du présent point sont applicables aux installations dont le dépôt complet de la</p> |

|   |
|---|
| <p>demande d'autorisation est postérieur au 1<sup>er</sup> novembre 2022.</p> <p>Les dispositions du présent point sont également applicables aux installations faisant l'objet d'une modification substantielle comportant de nouvelles constructions, lorsqu'elles nécessitent le dépôt d'une nouvelle demande d'autorisation en application de l'article R.181-46 du Code de l'environnement et dont le dépôt du dossier complet intervient à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2022. Pour ces installations, les dispositions sont applicables uniquement aux nouvelles constructions.</p> |
| <b>Constats</b> : Sans objet pour cette installation.   |
| <b>Type de suites proposées</b> : Sans suite  |

**N° 10 : Dossier de réexamen**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire</b> : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42-I   |
| <b>Thème(s)</b> : Élevage, Dossier  |
| <b>Prescription contrôlée</b> :   |
| <b>Constats</b> : Le dossier de réexamen a été déposé et il a été jugé régulier le 16 avril 2019, entérinant les meilleures techniques disponibles. |
| <b>Type de suites proposées</b> : Sans suite  |

**N° 11 : Mise en œuvre des MTD**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire</b> : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42-II   |
| <b>Thème(s)</b> : Élevage, Dossier   |
| <b>Prescription contrôlée</b> :  |
| <p><b>Constats</b> : Les principales meilleures techniques disponibles ont été contrôlées.</p> <p>Le bâtiment d'engraissement le plus récent dispose de racleurs permettant une séparation rapide de l'urine et des fèces. La partie liquide est stockée dans une fosse en béton couverte (chapiteau avec mat central), tandis que la matière solide est stockée sous la fumière couverte, avant envoi vers une unité de méthanisation (une expédition tous les 15 jours).</p> <p>Les trois autres fosses en béton disposent d'une couverture de paille permettant de limiter l'échange air-lisier afin de réduire le dégagement de l'ammoniac.</p> <p>Les aliments sont fabriqués par l'exploitant et il existe 4 phases durant la période d'engraissement (nourrain, croissance 1, croissance 2 et finition).</p> <p>La consommation d'eau est enregistrée de manière très régulière et il a été constaté une augmentation, liée à la mise en place de brumisation et de cooling pour la maîtrise des températures dans les porcheries.</p> <p>Le calcul du niveau d'excrétion est disponible sur site et les résultats sont étudiés avec attention pour optimiser cet indicateur.</p> |
| <b>Type de suites proposées</b> : Sans suite   |

**N° 12 : Émissions atmosphériques d'ammoniac**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire</b> : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45  |
| <b>Thème(s)</b> : Élevage, Dossier   |
| <b>Prescription contrôlée</b> :  |
| <p><b>Constats</b> : La déclaration GEREP a été réalisée par le groupement COOPERL et la quantité d'ammoniac s'élève à 10 514 kg.</p> <p>Il est à noter que le calculateur indique également une production de 14 997 kg pour un élevage similaire utilisant les meilleures techniques disponibles. Ainsi les résultats techniques associés à une bonne maîtrise de l'alimentation via la fabrique d'aliment à la ferme permet un abattement de 4 483 kg de NH3 par an.</p> <p>Les valeurs de rejet en NH3 par catégorie de porcs respectent la meilleure technique n° 30.</p> <p>Les valeurs spécifiques utilisées par le tableur GEREP montrent le respect de la meilleure technique n° 3.</p> |
| <b>Type de suites proposées</b> : Sans suite   |